

Denis Cogneau

Comptes d'exploitation

Grâce à un travail historique approfondi, le professeur d'économie révèle un Etat français au service quasi exclusif des capitalistes dans ses colonies. Extraits (pages 266 à 269).

“ Dans toutes les colonies, une large part de la dépense publique, entre 33 et 50%, se consacre aux infrastructures et à ce qu'on peut appeler le soutien à la production : subventions aux compagnies privées et publiques, et services publics qui bénéficient directement aux entreprises, comme les postes et télégraphes, la prospection minière ou la recherche agronomique. En Afrique du Nord, les Etats coloniaux consacrent aussi une partie de leurs dépenses à l'installation des colons exploitants agricoles. Une large part des dépenses allait aux chemins de fer, sous la forme de subventions aux compagnies privées au début, puis pour le rachat du capital lors de leur nationalisation. Malgré un certain rattrapage entre 1925 et 1955, l'écart entre la France et ses colonies en termes de fourniture d'électricité, de routes et de voies ferrées est demeuré béant. En 1955, le nombre de kilowatts-heure par habitant était trente fois plus élevé en France, et les métrages de routes et de voies ferrées par hectare cultivable vingt fois plus élevés ! On peut certes considérer que la comparaison avec l'ensemble de la France métropolitaine n'est pas la plus pertinente.

Afin de rapprocher les conditions initiales, on peut préférer se restreindre aux régions rurales et périphériques de la métropole, telles que le Finistère, le Limousin ou la Corse. Il demeure qu'en 1955 la densité routière de l'Afrique du Nord (3,8 m par hectare utile) est encore cinq fois inférieure à celle dont ces régions disposaient en 1925 (18 à 20 m par hectare), même en comptant les chemins vicinaux et les pistes non empierrées. En 1925, la Corse est moins électri-



Emmanuelle Marchadour

« En Afrique du Nord, les investissements ruraux sont restés concentrés dans les régions avec une présence significative d'exploitants ou de commerçants européens. »

fiée que l'Afrique du Nord française, avec seulement 1,8 kWh par habitant, contre 9,9 en Algérie et 2,6 au Maroc. En 1955, elle a dépassé les deux autres territoires, avec 130 kWh par habitant contre respectivement 91 et 105. Au même niveau que l'Algérie en 1925 (8,9), le département de la Creuse l'a largement dépassée en 1955 (193). Le Finistère, et plus encore la Corrèze, se situent bien au-dessus. De ce point de vue, la Corrèze est bien passée « avant le Zambèze ». Parmi les colonies, celles d'Afrique du Nord étaient les plus électrifiées, mais la connexion était limitée aux villes où les colons français habitaient. Les investissements ruraux (routes, canaux, barrages, irrigation) sont restés concentrés dans les régions avec une présence significative d'exploitants ou de commerçants européens, et/ou à haut potentiel pour les cultures d'exportation, comme le bassin arachidier du Saloum au Sénégal, le delta intérieur du Niger pour le coton au Soudan (Mali), ou le delta du Mékong rizicole et les plantations d'hévéas en Cochinchine.

A côté des infrastructures, les dépenses à vocation sociale ne constituaient pas une priorité des Etats coloniaux. En 1925, l'éducation représentait 7% des dépenses et 13% de l'emploi public total dans les colonies, contre respectivement 20 et 32% en France. Les dépenses éducatives pesaient un peu plus lourd en Afrique du Nord, mais elles étaient extrêmement biaisées en direction des enfants des colons. En Algérie, pendant très longtemps le gouvernement local, dominé par les colons, rationna explicitement l'instruction publique pour les autochtones.

Notre avis. Passionnant. L'auteur, un universitaire reconnu (professeur à l'Ecole d'économie de Paris, directeur d'études à l'EHESS) s'est plongé durant quinze ans dans les archives de l'empire français, aidé par des équipes de chercheurs. Tout a été passé au crible, les flux de capitaux, les traitements des fonctionnaires, la démographie, les impôts... En conclusion, Denis

Cogneau, qui s'affirme apolitique et a voulu porter un regard scientifique sur la colonisation, livre une vision très sévère. La « mission civilisatrice » que la République française s'était assignée n'a pas débouché sur le développement des pays occupés. L'Etat colonial était tout d'abord au service des colons et des capitalistes français, en favorisant des investissements coûteux dans

les chemins de fer et les ports pour connecter les mines et les plantations, et en procurant des services publics (santé, éducation, électricité, assainissement) aux standards métropolitains aux colons agglomérés dans les villes. Chiffres et graphiques à l'appui. **G. O.**

Un empire bon marché, Denis Cogneau, Seuil, 512 pages, 24,50 euros.

Un empire bon marché
Histoire et économie politique de la colonisation française, 1890-1962
Denis Cogneau

ÉDITIONS

SEUIL